

Questions orales

M. Foster: Monsieur le Président, un revenu net nul n'a rien pour rassurer les agriculteurs et certainement pas les très nombreux agriculteurs de la Saskatchewan.

En décembre 1986, le premier ministre avait promis d'appuyer les agriculteurs tout au long des guerres commerciales qui font rage entre la Communauté économique européenne et les États-Unis au sujet des produits agricoles. Et pourtant, les Américains investissent de plus en plus d'argent dans le programme de mise en valeur des exportations en vue de nous voler nos marchés et de faire baisser le prix des céréales.

Je demande au premier ministre pourquoi il ne respecte pas sa promesse d'appuyer les agriculteurs canadiens.

Un porte-parole du cabinet du ministre de l'Agriculture a déclaré il y a deux jours à peine que, contrairement à ce qui s'est passé ces trois dernières années, le gouvernement fédéral n'accordera pas cette année de subventions spéciales d'une valeur de un milliard de dollars et le Fonds de stabilisation du grain de l'Ouest ne fera aucun versement cette année ni l'année prochaine.

Si le gouvernement et le premier ministre ont l'intention de tenir parole, qu'ils disent franchement et dès maintenant aux agriculteurs qu'ils ne vont pas supprimer cette appui de deux milliards de dollars qu'ils leur promettent depuis des années déjà.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue fait manifestement erreur sur la personne. C'est l'autre premier ministre qui avait demandé aux agriculteurs pourquoi il devrait s'occuper de vendre leur blé. Vous vous trompez de premier ministre.

C'est l'autre qui avait laissé monter les taux d'intérêt jusqu'à 24 p. 100 et qui avait presque causé la ruine de tous les agriculteurs du Canada.

C'est moi qui ai appuyé les agriculteurs de l'Ouest et de l'Est et qui vais continuer à le faire en dépit de l'attitude négative et des critiques malveillantes des libéraux, négativisme et mesquinerie qui leur ont valu et qui leur vaudront encore de nombreuses défaites.

Des voix: Bravo!

* * *

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie. Investissement Canada a consacré maintenant la perte d'une autre compagnie de recherche et de développement en approuvant les offres des deux soumissionnaires étrangers concernant Connaught Biosciences.

Le ministre ne fera rien pour empêcher cette acquisition.

Mais pourrait-il, cependant, nous faire part des détails entourant les «vastes engagements juridiques» sur lesquels se sont entendues ces deux compagnies? Bref, pourrait-il nous dire en quelles coupures étaient les 40 pièces d'argent?

M. Beatty: On comprend pourquoi vous avez perdu la course à la direction de votre parti.

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je peux vous assurer qu'on ne m'achètera pas pour 7 000 \$.

Comme l'exige la Loi sur Investissement Canada, cet organisme a bien soupesé les deux demandes d'acquisition de la société Connaught Biosciences. Vous vous rappellerez sans doute qu'on avait estimé que la première offre de Mérieux n'était pas suffisamment avantageuse pour le Canada. Après étude, cette société a amélioré son offre qui, cette fois, est nettement avantageuse pour le Canada.

Ces renseignements sont tous contenus dans le cahier de presse. La période des questions ne me permet pas d'expliquer par le menu détail les offres ni les engagements pris par les deux parties. Ces renseignements font partie du cahier de presse.

À mes yeux et aux yeux de toute personne objective, les deux offres étaient avantageuses pour le Canada.

* * *

L'IMMIGRATION

Mme Margaret Mitchell (Vancouver—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Hier soir, à l'émission *Fifth Estate* il était question des capitaux investis par les immigrants au Canada, escroquerie considérée à l'étranger, en particulier à Hong Kong et à Taïwan, comme une combine pour acheter un passeport. Les riches immigrants payent pour venir au Canada, en investissant des centaines de milliers de dollars, souvent dans des affaires suspectes, alors que les gens à faible revenu ne peuvent pas le faire.

La ministre va-t-elle mettre fin immédiatement à ce programme et arrêter de faire le trafic de passeports? Quand allons-nous avoir une politique d'immigration équitable au Canada?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, tout d'abord, juste pour replacer cette question dans son contexte, nous avons eu au Canada en 1988, 249 investisseurs étrangers sur un total de 161 000 immigrants. Cette année, à la fin